



## **Communiqué de presse FSU, CGT et Solidaires région Hauts de France Programme « Action Publique 2022 »**

### **Une consultation douteuse pour une réforme désastreuse !**

Après la RGGP de Sarkozy et la MAP de Hollande, le programme AP « Action Publique 2022 » de Macron reprend la même volonté de réduction drastique des services publics et des emplois publics : 70 000 suppressions dans la fonction publique territoriale et 50 000 dans la fonction publique d'état. Pilotée par le ministre du budget Gérard Darmanin, cette énième réforme d'inspiration néo libérale, vise à « moderniser l'accès aux services publics » selon les dires du gouvernement. Mais l'« Action Publique 2022 », c'est réfléchir à l'abandon ou à la privatisation de certains services publics.

La méthode se drape d'une vertu jupitérienne : la parole serait aux Français !

Ainsi depuis le 24 novembre 2017, le gouvernement a lancé des consultations « pour la transformation des services publics » via une plate-forme numérique et via « des événements » comme les 1<sup>er</sup> et le 2 février à Lille sur le thème « Rendre la fonction publique attractive ». 28 agents des 3 fonctions publiques travailleront en huis clos le 1<sup>er</sup> février et feront une restitution lors d'une table ronde . Les représentants des organisations syndicales sont conviés sans droit de parole aux conclusions et au discours du Ministre.

**Sur la forme, nous dénonçons** l'opacité totale sur le choix des participants amenés à donner leur avis sur l'avenir des services publics et sur l'impossibilité des organisations syndicales des personnels à s'exprimer. Par le biais d'une opération de communication, le gouvernement se pare d'un vernis de consultation, sans réelle volonté d'écouter les citoyen-nes.

**Sur le fond, une très large majorité de Françaises et de Français sont attachés aux services publics et à toutes les valeurs qu'ils portent.** Pour assurer ces missions, les services publics et les fonctionnaires sont les plus à même d'y répondre, ce qui nécessite de mettre un terme à la précarité dans la fonction publique.

**L'intersyndicale FSU, CGT, Solidaires refuse d'aller écouter le ministre du budget et les conclusions d'une consultation alibi. Elle invite à faire entendre nos voix, par exemple lors des journées d'action du 1<sup>er</sup> février et du 6 février 2018, autrement que dans ce simulacre de démocratie, véritable caution de la casse du service public et de ses agents, ! Les agents des services publics ou usagers exigent une autre vision d'un service public au service de l'égalité, de la protection des populations et du progrès humain !**

Thierry Quéту, secrétaire régional FSU Hauts de France : 06 78 33 01 57